

Inquiétante montée des agressions de Canadiens d'origine chinoise

Le premier ministre canadien Justin Trudeau dénonce des agressions « *inacceptables* ».

Par Le Figaro avec AFP/ 28 mai 2020

Un habitant de Colombie-Britannique d'origine asiatique sur quatre (dont 70% sont Chinois) assure avoir été violenté verbalement ou physiquement depuis mars.

« J'ai ressenti un mélange de choc, de dégoût et de tristesse quand ça m'est arrivé », déplore Trixie Ling, une habitante de Vancouver d'origine chinoise, victime d'une agression raciste début mai en pleine pandémie. Un inconnu l'a insultée avant de lui cracher au visage. Elle n'avait jamais été agressée avant l'arrivée du coronavirus au Canada, dit-elle à l'AFP : *« Je savais que je n'étais pas la seule à qui c'était arrivé ».*

Du crachat aux attaques violentes, des agressions verbales au vandalisme de sites culturels, les résidents d'origine chinoise de la troisième plus grande ville du Canada - qui représentent 26% de sa population, selon le recensement de 2016 - disent se sentir de plus en plus en danger dernièrement.

Un habitant de Colombie-Britannique d'origine asiatique sur quatre (dont 70% sont Chinois) indique qu'un membre de son ménage a été ciblé par des *« insultes à caractère racial ou des injures »* depuis mars, selon un sondage mené par l'institut de Vancouver ResearchCo auprès de 1 600 personnes.

La police de Vancouver enquête actuellement sur 29 incidents contre des membres de la communauté asiatique survenus ces deux derniers mois, soit sept fois plus par rapport à la même période l'an dernier.

«Remarques, gestes obscènes»

Une Vancouveroise, elle aussi victime de racisme durant la pandémie, a lancé un site permettant à chacun de partager à travers un formulaire son agression de façon anonyme. Ellen, qui préfère être citée par son seul prénom, indique que cette base de données visera à appuyer la lutte contre le racisme. *«Des remarques et des gestes obscènes, inappropriés, désobligeants, j'en ai fait l'expérience et pas qu'un peu, la plupart en référence au fait d'être asiatique»,* souligne-t-elle. *«Penser à ce qui pourrait m'arriver est assez stressant, effrayant et perturbant».*

La semaine dernière, une statue de lion en pierre, à l'entrée du quartier chinois de Vancouver, vieux de 125 ans, a été recouverte de graffitis mentionnant les

termes «*Chine*» et «*Covid*». Les fenêtres d'un centre culturel chinois, situé à proximité, ont aussi été vandalisées. Depuis ces incidents, une caméra de la police surveille la zone.

Autre exemple: le rockeur canadien Bryan Adams a présenté ses excuses après avoir été accusé de racisme anti-chinois. L'artiste avait fustigé dans un tweet «*des p... de mangeurs de chauve-souris et vendeurs dans des marchés d'animaux qui créent le virus, cupides bâtards*».

La ville chinoise de Wuhan a été identifiée comme le berceau du Covid-19, qui pourrait venir du marché spécialisé dans la vente en gros de fruits de mer et de poissons, où l'on vendait également des animaux sauvages.

«Le racisme est un virus»

Selon le pasteur de Vancouver Daniel Louie, qui a co-organisé mi-mai un événement en ligne contre le racisme, les critiques à l'encontre du gouvernement chinois doivent être distinguées des stéréotypes visant les Chinois. Des propos haineux ont également visé des personnes prises pour des Chinois, notamment celles ayant des origines japonaises, coréennes, ou vietnamiennes. ResearchCo note ainsi que 24% des personnes originaires d'Asie du sud ont rapporté avoir été victimes d'insultes racistes.

Le langage, une émergence explosive

[Wiebke Drenckhan, Physicienne à l'Institut Charles-Sadron à Strasbourg, CNRS](#)

[Jean Farago, Physicien à l'Institut Charles-Sadron à Strasbourg, université de Strasbourg](#)

Le Monde , 28 mai 2020

Carte blanche. En ces temps d'école à la maison, nombre de parents se sont rappelé à quel point apprendre est un long chemin, parfois fastidieux. Nous mesurons désormais beaucoup mieux la part importante que l'instruction occupe dans la vie des enfants...

Par comparaison, si l'on remonte plus loin dans la chronologie de l'enfance, le langage, ce premier de nos apprentissages, ressemble à un don miraculeux. Il advient en effet avec une évidence et une rapidité qui surprend et ravit les adultes, eux qui parfois peinent longtemps après l'école à savoir, en anglais, quand le *present perfect* est de mise...

Ce don naturel des tout-petits pour leur langue maternelle intrigue depuis longtemps les scientifiques, qui se demandent comment est structuré le terrain fertile de leur cerveau qui permet cet apprentissage sans effort. La théorie *Principles and Parameters* du linguiste Noam Chomsky propose une explication par un « pré-cablage » de notre cerveau avec des principes grammaticaux universels.

Mais l'idée que nous hébergerions une machine à parler universelle, dont le réglage des paramètres pléthoriques s'effectuerait lors des premières interactions familiales, peine à convaincre. En effet, il suppose un gaspillage énorme et une complexité *ab initio*, là où la nature privilégie le plus souvent la simplicité et une émergence de la complexité par les interactions (la forme des feuilles des arbres, le pelage des animaux...).

Réseaux arborescents

Récemment, le physicien Eric DeGiuli a proposé, dans *Physical Review Letters*, une théorie qui pourrait faire date en linguistique « générative ». Elle est bâtie sur le constat fait par les linguistes que les phrases se structurent en réseaux arborescents, avec la particularité que les nœuds de ces arbres (là où une branche se divise en deux) correspondent à des entités invisibles, à savoir des connecteurs logiques entre deux éléments fonctionnels.

Le lien entre le groupe sujet d'une phrase et tout le reste (le verbe et son complément éventuel) est un de ces connecteurs. Ensuite, le groupe sujet peut soit s'incarner en un seul mot (un prénom), auquel cas cette branche s'arrête, soit se subdiviser (déterminant + nom), etc. Ainsi, chaque nœud est « décoré » avec une fonction invisible, et chaque feuille terminale va porter un mot de la phrase.

Le processus d'apprentissage est représenté de façon crue, par une exploration aléatoire

L'originalité de l'approche de DeGiuli a été de faire « fonctionner » ce cadre linguistique avec des règles de physique statistique, mimant de façon astucieuse et considérablement simplifiée le processus d'apprentissage des bébés. Dans ce modèle, mots et connecteurs logiques préexistent (en réalité, au moins les premiers sont l'objet d'un co-apprentissage). Toutes les phrases y sont admises, mais elles n'ont pas la même « acceptabilité », une sorte de « note » susceptible de varier par l'apprentissage pour pénaliser des constructions grammaticales aberrantes (comme mettre le verbe avant le sujet).

Le processus d'apprentissage est quant à lui représenté de façon crue, par une exploration aléatoire (mais de plus en plus bornée à mesure que le temps passe) des valeurs des « notes » possibles. Bien qu'elle ne soit pas dirigée (comme lors d'un vrai apprentissage), cette exploration au hasard va conserver un trait essentiel qui suffit à expliquer ce qui intrigue encore aujourd'hui les linguistes : quand le caractère aléatoire des « notes » possibles devient suffisamment faible, le corpus des phrases « acceptables » se réduit brutalement et commence à véhiculer de l'information.

Cet effet de seuil, une transition de phase, est très connu en physique. Il correspond par exemple à la transformation subite de l'eau en glace sous 0 °C. Ici, il serait le phénomène sous-jacent qui expliquerait l'apparition très soudaine du langage chez les jeunes enfants.

Tabac : baisse du nombre de fumeurs chez les femmes, les plus aisés et les actifs

– Une étude parue dans le dernier bulletin épidémiologique de Santé publique France montre notamment une légère baisse du tabagisme chez les femmes cette année.

- Le Monde, 28 mai 2020

Le pourcentage de femmes consommant quotidiennement du tabac a diminué de 22,9 % à 20,7 % de la population des 18-75 ans en un an, selon une étude parue dans le bulletin épidémiologique hebdomadaire de Santé publique France mardi 26 mai, en amont de la Journée mondiale sans tabac.

Selon le [« baromètre » 2019](#), réalisé auprès de 10 352 adultes représentatifs de la population résidant en France métropolitaine, la prévalence du tabagisme est cependant restée globalement stable pour les hommes entre 2018 et 2019. Tous sexes confondus, la prévalence estimée de fumeurs diminue ainsi légèrement de 32 % de la population en 2018 à 30,4 % (de 25,4 % à 24 % pour les fumeurs quotidiens) en 2019, mais cette évolution n'est cependant « pas significative », conclut le professeur en santé publique Loïc Josseran, qui insiste sur l'impact cardiovasculaire du tabac à tous les âges.

Président de l'association spécialisée Alliance contre le tabac, Loïc Josseran, qui signe l'éditorial du bulletin épidémiologique, rappelle l'importance des « stratégies de prévention » pour diminuer le tabagisme, qui a baissé nettement sur cinq ans dans différentes catégories d'âges et de revenus.

La tendance à la baisse de la consommation de tabac se poursuit

Prévalence du tabagisme quotidien selon le sexe parmi les 18-75 ans en France. « Si globalement la prévalence du tabagisme ne varie pas de façon significative entre 2018 et 2019, elle est en baisse parmi les femmes, que ce soit pour le tabagisme ou pour le tabagisme quotidien », pointe Santé publique France.

Mais cette diminution durera-t-elle ? Loïc Josseran s'inquiète de l'effet de la crise liée au Covid-19. « A ses conséquences directes sur la santé des Français (...) s'ajoutent des conséquences économiques et un stress généré pour la population qui peuvent laisser craindre une pause dans cette réduction du tabagisme observée depuis plusieurs années. »

Des inégalités sociales face au tabac

Si le tabagisme quotidien a baissé significativement depuis 2014, il reste plus important pour les personnes précaires (bas revenus, chômage...), bien que Santé publique France mette en garde contre tout lien de causalité. « *Les inégalités sociales restent très marquées, avec pour le tabagisme quotidien un écart de 17 points entre personnes au chômage et actifs occupés, et 12 points d'écart entre les plus bas et les plus hauts revenus* », indique la publication.

Entre 2014 et 2019, le tabagisme quotidien a diminué pour tous les niveaux de revenus

Prévalence du tabagisme quotidien en France selon le revenu par unité de consommation (18-75 ans). Le premier tercile correspond au tiers de la population ayant les revenus les plus faibles, le troisième tercile au plus aisé.

En outre, « *la baisse observée l'an dernier chez les plus fragiles (non-diplômés, chômeurs) n'est pas retrouvée cette année* », note le document publié par Santé publique France.

Les effets de la hausse des prix

Celui-ci invite par ailleurs à analyser avec prudence les « *évolutions annuelles par sous-groupe* », les baromètres 2018 et 2019 étant notamment réalisés avec des effectifs « *inférieurs à 10 000 personnes* » : les « *changements de comportement à l'échelle d'une population prennent du temps et sont donc plus facilement mesurables à moyen et long termes* ».

La moyenne pour tous fait polémique à la Sorbonne

Cette mesure concernant le second semestre a été prise à la demande d'étudiants. L'université dénonce une dévalorisation du diplôme.

Par [Marie-Estelle Pech](#), Le Figaro, 28 mai 2020

Un cours de sociologie dans un amphithéâtre de la Sorbonne. La mesure n'aura pas pour conséquence de faire passer tous les étudiants dans l'année supérieure, mais elle risque de gonfler les taux de réussite aux examens.

Le rêve est devenu réalité pour les cancre. Depuis deux mois, l'Unef (syndicat étudiant de gauche) militait pour une note supérieure à 10 garantie aux examens du second semestre. Le semestre du confinement, pendant lequel tous les cours et examens se sont tenus à distance.

Jusqu'à ce qu'elle parvienne à l'université Panthéon-Sorbonne, l'affaire n'avait pas fait grand bruit. Après tout, les universités de La Réunion, d'Avignon ou encore Aix-Marseille *«ont adopté des mesures de ce type, sans que quiconque s'en émeuve»*, fait observer Majdi Chaarana, vice-président de l'Unef qui fustige *«le conservatisme de Paris-I»*.

Seules les notes supérieures à 10 au second semestre seront prises en compte. Les notes du premier semestre sont en revanche conservées. Il s'agit du *«10 améliorable»*. Une telle mesure n'aura pas pour conséquence de faire passer tous les étudiants dans l'année supérieure, mais elle risque de gonfler les taux de réussite aux examens. Ses défenseurs ont trois arguments: de trop nombreux étudiants ne bénéficieraient pas d'ordinateurs, ont été dans l'incapacité de suivre les cours ou ont dû travailler...

Le débat a pris une autre dimension quand les étudiants de l'Unef de Paris-I ont réussi à faire voter en avril une mesure identique en conseil de formation et de la vie universitaire (Cevu), à l'aide de trois enseignants et d'autres syndicats étudiants de gauche comme le Poing-levé, Solidaires et même la Fédération Paris-I, plutôt centriste. Le président de l'université parisienne, Georges Haddad a bataillé tout le long du mois de mai, criant à une dévalorisation des diplômes et à une décision *«purement politique»* menée par une toute petite fraction d'étudiants *«très peu représentatifs»* et une poignée de professeurs.

L'idée était surtout soutenue par des enseignants venant des disciplines de sciences humaines et sociales ou encore de sciences politiques. Seul étudiant

à avoir voté contre lors du Cevu, Guilhem Carayon de l'Uni, organisation étudiante de droite, s'insurge: *«Neutraliser un semestre, donner des diplômes, sans prendre en compte l'investissement des étudiants durant toute l'année, est absurde et injuste. Un étudiant qui a 18 au premier semestre mais 5 au second semestre conserverait sa note générale de 18 alors que celui qui a 12 partout lors des deux semestres, ce qui n'est pas si simple, sera désavantagé!»*

Une note plancher va dénaturer la qualité nationale et internationale de nos diplômes. C'est une connerie monumentale

Plusieurs dizaines de professeurs de droit ont déposé en mai un référé devant le tribunal administratif pour faire annuler cette décision, selon eux entachée d'irrégularités. Las, le tribunal leur a donné tort. Il approuve les arguments du Cevu: les partiels ne peuvent être organisés à distance car *«seuls 73% des étudiants disposent d'un ordinateur et que 40% ne s'estiment pas en mesure de subir des épreuves à distance en temps réduit»*.

Arrêt de bus à la demande, alerte codée... Marlène Schiappa dévoile le plan "Angela" contre le harcèlement de rue

Ségolène Forgar , Le 29 mai 2020 , Le Figaro

La secrétaire d'État chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes a révélé le jeudi 28 mai les mesures du nouveau plan gouvernemental «Angela», destiné à lutter contre le harcèlement de rue.

Pendant le confinement, de nombreuses femmes ont témoigné du harcèlement et des agressions sexuelles subies dans l'espace public, où elles avaient «autant peur le jour que la nuit». Face à ce constat, Marlène Schiappa tirait il y a quelques semaines la sonnette d'alarme. La secrétaire d'État chargée de l'Égalité femmes-hommes alertait notamment sur le risque de décompensation des violences faites aux femmes au moment du déconfinement. «Le risque de résurgence est réel ; c'est un véritable enjeu de société», réaffirme-t-elle dans un communiqué, le jeudi 28 mai.

Pour lutter contre le harcèlement de rue, le gouvernement veut aller plus loin grâce à son plan baptisé «Angela». Dévoilé ce jeudi, il doit permettre aux femmes qui se sentent en danger «de savoir où se réfugier pour les cas où il n'y aurait pas de policiers pour verbaliser en flagrant délit immédiatement», a indiqué Marlène Schiappa sur *Franceinfo*. Le nouveau dispositif, qui sera mis en place en partenariat avec le dispositif «HeForShe» d'ONU Femmes, vient tout droit des États-Unis où il «a fait ses preuves».

Concrètement, en quoi consiste le dispositif «Demandez Angela» ? Le principe est simple. Désormais, lorsqu'une femme sera harcelée dans l'espace public, elle pourra se rendre dans un bar labellisé et demander «où est Angela ?». Le barman, alerté par cette question-code, pourra alors mettre en sécurité la femme dans un endroit isolé, en appelant un taxi, la police... «Nous voulons également le développer dans d'autres lieux, en nous appuyant sur les partenariats noués pendant la période de confinement : dans les pharmacies, les enseignes de magasins qui ouvrent tard le soir», détaille le secrétariat d'État à l'Égalité entre les femmes et les hommes.

"Une femme pourra demander aux conducteurs de bus de s'arrêter entre deux arrêts"

Autre cheval de bataille de Marlène Schiappa : la sécurité dans les transports en commun. «Avec Jean-Baptiste Djebbari, secrétaire d'État aux Transports, et

l'Association des maires de France que j'ai sollicitée, nous travaillons à la généralisation des arrêts de bus à la demande», assure-t-elle à *La Croix*. «Ainsi, la nuit et en soirée, chaque femme pourra demander aux conducteurs de bus de s'arrêter entre deux arrêts, pour se rapprocher de son domicile.» Initié par Valérie Pécresse en 2018, ce dispositif est expérimenté actuellement dans plusieurs villes en Ile-de-France, sur 11 lignes de bus à partir de 22 heures.

Le gouvernement compte aussi sur la mobilisation des plateformes VTC, qui ont fait face il y a quelques mois à une déferlante de témoignages accusant leurs chauffeurs de harcèlement sexuel. «Nous travaillons, avec le secrétaire d'État chargé des Transports à l'intégration d'un module "violences sexuelles et sexistes" dans le cadre de l'examen pour devenir chauffeur VTC. Il s'agira donc d'une formation obligatoire, que devront suivre tous les futurs chauffeurs VTC», annonce Marlène Schiappa dans un communiqué.

Juger le harcèlement de rue en comparution immédiate

Depuis août 2018, le harcèlement de rue, qui s'inscrit dans la catégorie de l'«outrage sexiste», est sanctionné par des contraventions qui vont de 90 à 1500 euros. Mais Marlène Schiappa veut encore durcir le ton. En cas de récidive aggravée par des faits délictuels, le harcèlement de rue pourra désormais être traité en comparution immédiate par la justice. «Le prévenu sera retenu jusqu'à sa comparution, qui doit avoir lieu le jour même et il sera conduit sous escorte devant le tribunal», précise la secrétaire d'État à *Franceinfo*. Puis de conclure : «C'est une manière de fortement adresser un message et de dire que l'institution judiciaire doit apporter une réponse forte et ferme à ces faits de harcèlement de rue.»

En Turquie, Erdogan ressasse son rêve de changer Sainte-Sophie en mosquée

Pour la première fois depuis quatre-vingt-sept ans, un imam a récité vendredi une sourate dans la basilique, devenue un musée, un gage aux plus conservateurs.

Par [Marie Jégo](#) Publié le 30 mai 2020 Le Monde

Istanbul a célébré avec ferveur, vendredi 29 mai, le 567^e anniversaire de la conquête de Constantinople par le sultan Mehmet II, dit « le Conquérant ». Les festivités ont débuté le matin avec la sortie d'une flottille de bateaux voguant sur le Bosphore, dont les eaux, fréquentées par des dauphins, sont devenues bleu turquoise après plus de deux mois de navigation restreinte. En soirée, un événement inhabituel s'est produit sur la péninsule historique de l'ancienne capitale ottomane. Pour la première fois depuis quatre-vingt-sept ans, un imam a récité une sourate du Coran à l'intérieur de la basilique Sainte-Sophie.

Limitée à deux personnes, l'imam et le ministre du tourisme, Mehmet Nuri Ersoy, la prière a été suivie avec émotion par le président turc Recep Tayyip Erdogan, qui assistait à l'événement en visioconférence, un écran plat ayant été installé au cœur de l'édifice. Un peu plus tard, un spectacle de son et lumière a été projeté sur les murs extérieurs de la basilique, dont l'imposante silhouette domine le cœur historique d'Istanbul. Les cérémonies ont été retransmises par toutes les chaînes de télévision.

Une façon pour M. Erdogan de donner des gages à la frange la plus conservatrice de son électorat, laquelle réclame depuis longtemps la conversion du bâtiment en mosquée, une éventualité évoquée de plus en plus souvent par le président turc ces dernières années. Une façon aussi de polariser davantage la société et d'énervier le voisin grec avec qui les relations sont tendues.

« Un monument mondial du Patrimoine culturel »

Réciter des sourates à Sainte-Sophie n'est pas vu d'un très bon œil par l'élite laïque du pays, qui déplore une atteinte à l'héritage de Mustafa Kemal Atatürk, le fondateur de la République turque. C'est lui qui, en 1935, avait œuvré à la transformer en musée. La Grèce non plus n'a pas apprécié. Vendredi, le porte-parole du gouvernement grec, Stelios Petsas, a cru bon de rappeler que « *Sainte-Sophie est un monument mondial du Patrimoine culturel* » qui ne doit pas être instrumentalisé.

A chaque crise politique, le président Erdogan ressasse l'idée de transformer la basilique du VI^e siècle en mosquée, ce qu'elle a été de 1453, date de la conquête, jusqu'en 1935. En 2017, il avait évoqué cette éventualité en réponse à la reconnaissance par le président américain, Donald Trump, de Jérusalem comme capitale de l'Etat hébreu. En 2019, alors que son Parti de la justice et du développement (AKP) apparaissait en mauvaise posture pour les municipales, cette vieille antienne avait resurgi.

Sa réalisation semble d'autant plus improbable que la « Grande Eglise », classée au Patrimoine mondial par l'Unesco et deuxième musée le plus visité de Turquie avec près de 4 millions d'entrées annuelles, est une source de revenus considérable pour le ministère du tourisme, dont les rentrées risquent d'être réduites à la portion congrue cette année à cause de la pandémie due au coronavirus. Une fois devenue mosquée, l'entrée serait forcément libre. Il conviendrait aussi d'occulter ses mosaïques byzantines, l'islam ne tolérant pas la représentation figurative.

Rêve de la conquête ottomane

Prévue pour le 12 juin, la réouverture a finalement été avancée au 29 mai. Les milliers de fidèles qui ont convergé vers les mosquées vendredi ont été invités à prier à l'extérieur. Le port du masque était obligatoire et les tapis de prière étaient disposés à plus de 1 mètre les uns des autres. Des employés municipaux ont distribué du gel désinfectant et les haut-parleurs des minarets ont répété la nécessité de se tenir à bonne distance les uns des autres.

Partir en vacances en bord de mer, nos expériences pour redécouvrir la France cet été

Par Sarah Chevalley, Vincent Noyoux et [Marie-Angélique Ozanne](#)

Publié le 29 mai 2020 Le Figaro

Chevaucher dans le Marquenterre

Ambiance Far West dans le Marquenterre, terre sauvage au cœur de la réserve naturelle de la baie de Somme. Cette randonnée équestre en bivouac fait traverser les étendues ondoyantes d'oyats et d'argousiers, les dunes blanches et les pinèdes de bord de mer. Pas une habitation en vue... Le soir autour du camp, on se régale de mouclade et de gâteau battu picard, puis on part admirer le coucher de soleil sur la Manche. Après une nuit sous tente australienne, on reprend la balade dunaire à dos de cheval henson, apaisé par les grands espaces.

Prendre la vague dans les Landes

La Villa Sayulita est une charmante chambre d'hôtes à quelques minutes seulement d'Hossegor et des plus belles plages du coin.

Au fond d'une impasse de Seignosse, petit bourg tranquille voisin de l'iconique Hossegor, la Villa Sayulita, qui doit son nom au village de surfers de la côte Pacifique du Mexique, est une maison contemporaine d'inspiration californienne avec une grande terrasse en teck et 5 chambres lumineuses, toutes simples, rehaussées de tissus amérindiens colorés. Conçu par un jeune couple d'origine belge, globe-trotteurs passionnés de surf et amoureux du Sud-Ouest, ce B & B est une invitation à la glisse (le premier spot de surf est à 20 min à vélo de la villa) mais aussi au farniente au bord de la piscine entourée d'un deck.

Mâter la péniche en Bretagne

Chaque été, Linda et Tanguy mâtent leur péniche hollandaise de 1907, quittent les écluses du canal du Blavet et filent vers le large, toutes voiles dehors : l'île de Groix, Belle-Île, Houat, Hoëdic, les îles Glénan... On les rejoint pour quelques jours loin des écrans et des réseaux sociaux. Grand-voile, foc et trinquette : le capitaine vous initie aux manœuvres. Linda joue de l'accordéon, initie au matelotage. Parfois, un conteur monte à bord. Des dauphins jouent dans les vagues. Bien calé sur le pont entre une bouée et quelques cordages, on rêve aux îles qui approchent et qu'on rejoint d'un coup de Zodiac. On passe la nuit à l'ancre après avoir dîné de poisson frais pêché sur place.

S'offrir un safari marin dans le golfe de Gascogne

Pour observer des rorquals, des baleines à bec, des orques et des dauphins, direction le golfe de Gascogne, qui abrite un gouffre sous-marin de plus de 4 000 m de profondeur, sanctuaire des cétacés plongeurs qu'étudient les biologistes du navire d'expédition *Atalaya*. Les reliefs sous-marins de la côte basque sont aussi propices à des randonnées palmées à faire en famille. Équipé d'un masque et d'un tuba, on part à la découverte des poulpes, des étrilles, des anémones de mer et autres gorgones, en compagnie d'un moniteur spécialisé en biologie sous-marine.

Caboter dans le sud de la Corse

Falaises spectaculaires de Bonifacio, confettis de granit des îles Lavezzi affleurant sur une eau turquoise, sable blanc farineux du golfe de Roccapina bordé par un épais maquis... Le sud de l'île de Beauté réserve des mouillages inoubliables. Au départ d'Ajaccio, une croisière d'une semaine à bord d'un catamaran de luxe est le meilleur moyen de découvrir ces merveilles naturelles. Au programme baignade, kayak et snorkelling, pique-niques dans des anses paradisiaques, visites de villages pittoresques...

A Paris, une «Marche des solidarités» avec les sans-papiers

Par [Philippe Kauffmann](#) — 30 mai 2020 , Libération

Malgré l'interdiction de la préfecture de police, les organisateurs de la manifestation ont maintenu leur appel à défiler dans la capitale, comme dans plusieurs villes de France, dénonçant les effets de la crise sanitaire pour les migrants.

«*Il faut régulariser les sans-papiers*», crie François-Michel Lambert, député (Libertés et Territoires, ex-groupe LREM) des Bouches-du-Rhône. Ce samedi aux environs de 13 h 30, sur la place de la Madeleine à Paris, la «Marche des solidarités» débute à peine et des centaines de personnes sont déjà réunies. Malgré l'interdiction des rassemblements de plus de dix personnes en vigueur sous l'état d'urgence sanitaire, les 195 organisations – associations, syndicats, collectifs de sans-papiers – à l'origine de cette initiative ont maintenu leur appel, moyennant des consignes de port du masque et de maintien de la distanciation physique le long du parcours. Pour les migrants, «*la crise sanitaire actuelle est en train de devenir une véritable bombe sanitaire*», dénoncent-elles dans un communiqué commun, qui appelle notamment à régulariser tous les sans-papiers, à leur ouvrir le droit au chômage partiel, et à fermer les centres de rétention administrative (CRA).

Masques sur le nez, les manifestants s'agglutinent pour écouter le discours du député Lambert. Chabane leur demande de «*respecter les distances de sécurité*». C'est la première fois que cet Algérien de 37 ans, arrivé en France il y a deux ans, se rend à une manifestation de ce genre. Avant le confinement, il vivait de petits boulots payés en liquide. Mais ces temps-ci, il n'a plus de revenus. C'est ce qui l'a décidé à venir défiler : «*On veut juste vivre comme tout le monde, et qu'on nous respecte*», revendique-t-il.

«On est bloqués»

Chabane n'est pas le seul sans-papiers à participer pour la première fois à une manifestation. Le cortège – dont une partie s'élançait aussi du quartier de l'Opéra, où les forces de l'ordre ont tenté d'empêcher le départ en usant de gaz lacrymogène – se déplace rapidement mais calmement vers la place de la République, et ne cesse de grossir. Selon la préfecture de police de Paris, la marche a rassemblé 5 500 personnes. «*Je n'ai jamais vu autant de monde à une manifestation de soutien aux sans-papiers*», compte Alhousseyni, un Sénégalais habitué, lui, de ce genre de rassemblement. «*Sans chômage partiel, on est bloqués. On ne peut pas travailler*», soupire celui qui, avant la crise sanitaire, nettoyait des vitres contre quelques euros.

Place de la République, les tracts d'Adoulayé partent comme des petits pains. Le jeune homme de 26 ans, venu du Mali, fait partie du collectif Baras, qui rassemble des sans-papiers de Bagnolet et Montreuil, en Seine-Saint-Denis, et est récemment devenu une association. *«Ça me fait plaisir de voir du monde, glisse-t-il. Ça fait sept ans que je fais des démarches pour avoir des papiers. La préfecture m'a fait faire des va-et-vient pendant des années, pour finir par me dire que je ne les obtiendrais pas...»* Il dénonce une situation critique depuis le début de la crise sanitaire : *«La majorité des membres de notre association n'ont pas encore repris le travail.»*